



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE | FÉDÉRATION ROMANDE DE MÉTIERS DU BÂTIMENT (FRMB)

Au front pour défendre le marché de leurs métiers

Les électriciens ainsi que les installateurs sanitaires et de chauffage montent au créneau face à la concurrence déloyale de groupes semi-publics, entre autres problèmes. Leur assemblée générale a reflété de légitimes préoccupations.

TEXTE: ANNIE ADMANE
PHOTOGRAPHIES: VANINA MOREILLON

Dans un contexte où les entreprises de la Fédération romande de métiers du bâtiment (FRMB) subissent de plein fouet la concurrence des grands fournisseurs d'énergie sur leur terrain des installations, les entreprises sont très inquiètes; il est vrai que les électriciens sont particulièrement lésés. Le président, Alain Borlat, est entré rapidement en matière pour résumer les actions entreprises par le comité durant l'exercice écoulé: «Nous avons renoncé à interpeller par écrit les divers conseils d'administration d'entreprises à actionnariat public et semi-public concernés.» Certes, mais une réflexion globale a été menée.

Une stratégie à multiples facettes

Le comité de la FRMB a décidé de suivre deux axes stratégiques pour défendre ses membres face à la distorsion concurrentielle qu'ils subissent: au niveau fédéral, la Fédération soutient, avec Suisse-tec, organisation faîtière nationale, le postulat Schilliger et mène des actions de lobbying avec ses proches parlementaires cantonaux. Au niveau intercantonal, elle participe à la mise en réseau de l'action de la MBG (Métallurgie du Bâtiment Genève) visant à des modifications de la base légale, dans l'esprit d'une limitation des activités de telles entités au domaine strictement public. «De telles démarches demandent du temps pour être concrétisées, souligne le président.



Alain Borlat, à gauche, et Laurent Bleul, respectivement président et secrétaire patronale de la FRMB.



«Nous avons rencontré toutes les associations patronales afin de définir une voie pour la construction romande.»

GEORGES ZÜND,
DIRECTEUR DE LA FÉDÉRATION
VAUDOISE DES ENTREPRENEURS

Nous avons aussi transmis un dossier ad hoc aux représentants vaudois et valaisans du comité, pour qu'ils entament une action analogue.»

S'organiser

Le comité a également réfléchi à la mise en œuvre progressive d'une veille stratégique quant aux divers objets de votations

fédérales annuelles pouvant impacter les intérêts associatifs et institutionnels, et aux moyens financiers qui pourraient y être consacrés.

A ce chapitre, la participation à la nouvelle entité constructionromande est souhaitable pour le président: «Vous savez que la FRMB participe à ces travaux. Pour ma part, je trouve que c'est une bonne opportunité de faire entendre notre voix dans un sens plus lobbyiste et politique.» L'évidence serait donc que la Fédération décide très formellement d'y adhérer. Un vote d'intention, en attendant la création officielle de l'entité, a accepté à l'unanimité cette adhésion.

Georges Zünd, directeur de la Fédération vaudoise des entrepreneurs et comptant parmi les membres fondateurs de constructionromande, a fait un état des lieux de l'association: «Il est vrai que nous y travaillons depuis un bon moment. Nous avons rencontré toutes les associations patronales afin de définir une voie pour la construction romande. C'est la raison pour laquelle la direction de l'association reste sur Genève, avec Nicolas Rufener comme directeur. On souhaitait un président valaisan, mais nous ne l'avons pas trouvé. [...] Je serai

délégué de constructionromande auprès du comité de constructionsuisse. Nous avons organisé une rencontre à Berne, avec nos députés nationaux. Une vingtaine de conseillers aux Etats et nationaux ont pris la peine, pendant plus d'une heure, de partager un moment avec nous. Je crois donc que les premières démarches sont bonnes; elles montrent qu'il y a une attente.»

De son côté, Raphy Coutaz, membre du comité de la FRMB, a rappelé qu'une commission lobby suisse existe depuis maintenant deux ans: «Elle comprend des personnes engagées en politique dans l'ensemble des cantons de Suisse romande. Dès que le Conseil fédéral aura donné réponse au postulat Schilliger, nous espérons pouvoir donner, avec l'ensemble de nos députations, notamment au Conseil national, une certaine résonance à notre sollicitation. C'est un travail que chacun doit faire dans son canton, de façon à ce que nos députés puissent soutenir nos PME sur le marché des travaux d'installation



**«Il en va de la crédibilité
de nos PME.»**

RAPHY COUTAZ,
MEMBRE DU COMITÉ
DE LA FÉDÉRATION ROMANDE
DES MÉTIERS DU BÂTIMENT

dans les domaines de l'électricité et des installations sanitaires et de chauffage. Il en va de la crédibilité de nos PME, et c'est dans ce sens que nous poursuivons notre travail.»

Des us et des coutumes

Le secrétaire patronal Laurent Bleul a exposé deux constats: tout d'abord, dans les commissions paritaires, l'impression d'un relatif durcissement de ton et d'une rigidification du partenariat social. «Sur

certain points, la discussion devient difficile et formaliste, souligne le responsable. Dernièrement, nous avons eu une manifestation sur le site de Tolochenaz; nous avons peut-être affaire à avec des gens un peu plus doctrinaires, alors que le fonctionnement de nos commissions paritaires et paritaires restreintes a fait ses preuves et a facilité notre travail. Je relève d'ailleurs que, dans le dernier bulletin de la FMB, le vice-président stigmatisait également cette situation.»

Autre point, toujours les démêlés avec la Commission de la concurrence (Comco), notamment sur les séries de prix et les prix de régie. Dans le document stratégique élaboré par constructionromande et remis à Berne aux parlementaires, les auteurs reviennent d'ailleurs sur certains problèmes relatifs au rôle de la Comco. Et de citer une enquête effectuée sur la mise en application du principe du Cassis de Dijon: «Je constate que ces enquêtes sont certaines fois structurées de façon inadéquate en fonction de l'objectif à atteindre. En outre, elles auraient dû être transmises à nombre de nos associations. Il y a une certaine dérive bureaucratique de ce point de vue.» ■

POSTULAT SCHILLIGER

«L'Etat concurrence-t-il l'économie? Un aperçu de la situation est nécessaire»

Avec son postulat, le conseiller national Peter Schilliger a interpellé le parlement et le gouvernement en demandant une analyse de la concurrence entre les entreprises étatiques ou semi-étatiques et les entreprises du secteur privé.

Actuellement en discussion au Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR), dirigé par Johann Schneider-Ammann, le postulat demande un aperçu de la situation et la réponse devrait porter sur les aspects suivants.

- Quelles entreprises étatiques, proches de l'Etat ou contrôlées par l'Etat, se sont-elles vu confier un monopole, un monopole partiel ou un mandat de prestations? A quel échelon (Confédération/cantons) et en vertu de quelle base légale?
- L'activité de ces entreprises est-elle limitée sur le plan juridique?
- Ces entreprises sont-elles actives dans d'autres domaines ou associées à des filiales dans d'autres domaines?
- Ont-elles étendu leurs activités au cours des dix dernières années?
- Entrent-elles elles-mêmes, ou au travers de filiales, en concurrence avec des entreprises de l'économie privée?
- En vertu de quelle base légale peut-on limiter la concurrence entre ces entreprises et celles de l'économie privée?